

**EXTRAIT DU REGISTRE DES  
DÉLIBÉRATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT  
DU 12 MAI 2021**

JP/VA

**OBJET : 1.3. INVESTISSEMENTS – EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT – TRAVAUX DE BRANCHEMENT – ACCORD-CADRE À BONS DE COMMANDE**

L'an deux mille vingt-et-un, le douze du mois de mai à neuf heures, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis 80, avenue de la République à LARGENTIÈRE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, président du Syndicat.

Conformément aux statuts du Syndicat et aux dispositions du règlement intérieur du syndicat, sont présents à la délibération suivante :

NOM Prénom	Collectivité représentée	Présent-e ou supplé-e	Supplé-e par pouvoir donné à
PASCAL Jean	FAUGÈRES	X	
GARRIDO Jean-Manuel	ST-ANDRÉ-DE-CRUZIÈRES	X	
ARCHIMBAUD Patrick	VALS-LES-BAINS	X	
DURAND Jean-Luc	PONT-DE-LABEAUME		Excusé
MERINE Philippe	ST-PRIVAT	X	
MARRON Jacques	SIAEP DE BARJAC	X	
BALAZUC Thierry	LACHAPELLE S/S AUBENAS	X	
LACROIX Bernard	LARGENTIÈRE	X	
BACCONNIER Jean-Claude	SIVOM OLIVIER DE SERRES	X	
BALMELE Robert	BERRIAS-ET-CASTELJAU		
FLAMBEAUX Patrice	LABEAUME	X	
SOUBEYRAND Jacky	AUBENAS	X	
CHASTAGNIER Geneviève	JOYEUSE		
BOYER Joël	UCEL	X	
GROS Cyril	LABÉGUDE	X	
LLORCA Patricia	ST-JULIEN-DU-SERRE		Excusée
CHARRIER Nicolas	CHASSIERS		Excusé
CARON Christian	RUOMS	X	
COROMINA Jean	VALLON-PONT-D'ARC	X	
VÉOL Christophe	LALEVADE D'ARDECHE		Pouvoir à Cyril GROS

A été élu secrétaire de séance : M. Jean-Manuel GARRIDO, 1<sup>er</sup> vice-président.

## **OBJET : 1.3. INVESTISSEMENTS – EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT – TRAVAUX DE BRANCHEMENT – ACCORD-CADRE À BONS DE COMMANDE**

**(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération du comité syndical en date du 28 septembre 2020).**

Le syndicat est appelé à intervenir régulièrement sur les branchements d'eau potable et d'assainissement, et ceci dans plusieurs contextes : création de branchements neufs, mise en conformité de branchements existants, renouvellement de branchements constitués de matériaux vieillissants (plomb, PVC collé, cuivre, etc). De plus, il a été décidé de mettre en conformité les 1500 branchements dits « inaccessibles » n'ayant pas été relevés ces dernières années.

Enfin, à ce jour les branchements neufs sont réalisés soit en interne soit à travers le marché « urbanisme », soit en ayant recours à de la sous-traitance pour le poste terrassement (conjointement aux membres de nos équipes pour les canalisations).

Le renouvellement des branchements n'est réalisé à ce jour que lors de programmes de renouvellement des conduites. Parfois nos équipes d'exploitation procède à une reprise lorsqu'un problème particulier se pose : fuite, demande de mise en conformité ou autre problème spécifique...

Pour répondre à l'ensemble de ce besoin « branchements », il est proposé de recourir à un marché dédié strictement aux branchements. Toutefois, ce nouveau marché ne détiendrait pas l'exclusivité des branchements. D'une part, nos équipes continueraient d'en réaliser, d'autre part les branchements faisant l'objet d'un renouvellement de réseau ou d'une extension de réseau seraient toujours réalisés par l'entreprise en charge du programme réseaux.

L'objectif à atteindre est de renouveler 1500 compteurs dits inaccessibles, 500 branchements plombs (estimation) et potentiellement de réaliser jusqu'à 200 branchements neufs par an.

Ne pouvant caler précisément le besoin global, ainsi que fournir un DCE précis, bâti sur un projet finalisé pour tous ces branchements, il est proposé de recourir à un accord cadre mono-attributaire à bons de commande, basé sur un bordereau des prix unitaires détaillés. Le critère prix serait apprécié à partir de trois devis estimatifs. Il serait exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande, ce qui permettrait à nos équipes de préparer chantier par chantier, commune par commune et / ou quartier par quartier.

Il est proposé de recourir à un marché de trois ans, reconductible deux fois 18 mois.

Afin de bénéficier d'une multiplicité d'acteurs des travaux publics, il est proposé de mettre en place trois lots géographiques : nord, centre et sud, basés sur le découpage des antennes d'exploitation du SEBA.

L'attention des candidats sera attirée sur le nombre important de branchements pouvant être commandés annuellement, à savoir entre 500 et 1 000 branchements par an pour l'ensemble des trois lots. Ainsi, plusieurs équipes pourront être mobilisées en parallèle, en particulier si une même entreprise est titulaire de plusieurs lots. Des compétences en plomberie pourront être nécessaires pour certaines opérations de mises en conformité. Les candidats devront y apporter une attention particulière.

Pour la consultation des entreprises, le mode de dévolution et les critères de choix doivent être arrêtés.

Il est proposé de lancer la consultation dans le cadre d'un appel d'offres ouvert, portant sur trois lots géographiques pour des travaux de branchements sur les réseaux eau potable SEBA 44 distribution et les réseaux assainissement SEBA 37 assainissement collectif.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents ou représentés, le bureau syndical décide de :

- **RÉALISER** un accord-cadre mono-attributaire, en trois lots géographiques. L'accord-cadre sera exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande ;
- **DÉFINIR** que le mode de passation du marché sera un appel d'offres ouvert,
- **LANCER** la consultation du marché travaux de trois lots, avec les principes suivants :
  - ✓ Marché pour une durée de trois ans, renouvelable deux fois 18 mois;
  - ✓ Avec un montant minimal, pour la durée du marché, de 500 000 € pour le lot nord, 200 000 € pour le lot centre et 200 000 € pour le lot sud.
  - ✓ Consistance des prestations telle que présentée ci-dessus ;
  - ✓ Bordereau des prix unitaires vierge à compléter par les candidats ;
  - ✓ Trois devis estimatifs de chantier à compléter par les candidats afin de leur donner une idée du type de prestations et afin de pouvoir comparer les offres.

- **DÉFINIR** des critères de sélection :

- ✓ Prix des prestations, analysé à partir des 3 devis estimatifs (pondération 40%) ;
- ✓ Moyens techniques et humains (dont nombre d'équipes mobilisables en parallèle) mis en œuvre en adéquation avec l'objet du marché (pondération 50 %) ;
- ✓ Délai d'intervention à partir de l'émission de la commande, hors période de préparation (pondération 10 %).

- **AUTORISER** le président à signer le marché à venir et à mener toutes les démarches nécessaires à la bonne exécution de cette décision dans le cadre de l'économie générale présentée ci-dessus, et des inscriptions budgétaires correspondantes.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

Le président,

Jean PASCAL